

Budget 2026 : Un très mauvais budget vis-à-vis des intercommunalités

À l'occasion de la matinée finances et de la cérémonie des vœux organisées par Intercommunalités de France ce 27 janvier devant 300 personnes, les élus de l'association ont collectivement exprimé leur désaccord avec la copie finale du Budget 2026 du Gouvernement. Les élus intervenant en tables rondes, ainsi que Sébastien Miossec, président délégué, et Virginie Lutrot, première vice-présidente dans leurs discours de vœux, ont insisté sur le caractère inédit des ponctions massives imposées aux collectivités dans le projet de loi de finances, et en particulier sur les intercommunalités et les territoires industriels.

Sébastien Miossec, président délégué de l'association, a ainsi appelé devant Françoise Gatel, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, et Sébastien Martin, ministre de l'Industrie, à ce que **« la contribution soit juste et proportionnée, et qu'elle n'obère pas tous les efforts mis en œuvre pour relancer l'activité du pays »**. En effet, non seulement les intercommunalités supportent plus de 50 % de l'effort imposé aux collectivités, alors qu'elles ne représentent qu'un quart de leurs dépenses publiques, mais ce sont les territoires industriels qui sont le plus impactés, du fait de l'accumulation des dispositifs à leur encontre.

Les élus ont néanmoins affirmé leur **total engagement** à l'orée des élections municipales et intercommunales et du mandat local 2026-2032, et rappelé l'**importance de mieux informer le grand public** sur le fonctionnement du scrutin et le rôle de l'intercommunalité au bénéfice du quotidien de nos concitoyens. C'est l'objectif poursuivi par [la campagne d'information](#) portée par Intercommunalités de France depuis la mi-janvier.

Virginie Lutrot, première vice-présidente a en outre évoqué les grandes priorités qui seront celles du futur mandat, au premier rang desquelles **la cohésion sociale, « car l'intercommunalité en est désormais un maillon essentiel sur les territoires à travers de nouvelles politiques de proximité : les réseaux France services, la santé, la petite enfance, la politique des quartiers... »**, mais également **« la mère des batailles, la transition écologique, car l'intercommunalité, c'est l'autorité organisatrice, l'échelon opérationnel des transitions écologiques »**. Elle a en ce sens exprimé son **« inquiétude face à la réduction des ambitions des politiques nationales et européennes »**.

[Retrouvez le replay des discours des vœux](#)

Contact presse :

Yoann Jacquet – y.jacquet@intercommunalites.fr – 06 71 50 65 88

À propos d'Intercommunalités de France

Intercommunalités de France est une association nationale d'élus représentant les intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux. Elle accompagne ses adhérents par la mise à disposition de l'expertise de son équipe. L'association fédère aujourd'hui près d'un millier d'intercommunalités de toutes catégories juridiques : 17 métropoles, 200 communautés d'agglomération, 12 communautés urbaines, 9 établissements publics territoriaux du Grand Paris, 720 communautés de communes, qui représentent près de 80 % de la population française. En savoir plus : www.intercommunalites.fr